

## **FICHE N° 12: LE REGLEMENT DE L'INSTRUCTION**

### **LA DECISION MEME DE REGLER L'INSTRUCTION**

**A l'initiative du juge :** Peut intervenir à tout instant, dès que le JI l'estime nécessaire. CCass juge que le JI peut clore l'instruction alors que son ordonnance est frappée d'appel et que la chambre de l'instruction n'a pas statué, car droit d'être jugé dans un délai raisonnable. Si instruction commencée depuis 2ans, le JI doit préciser quelles sont les perspectives de règlement, tous les 6mois.

**A l'initiative des parties :** le proc de la Rép, en prenant ses réquisitions, peut demander le règlement. Les parties privées peuvent le faire depuis 1993, juste pour le mis en examen. Qd le délai est dépassé, possible de ddr au JI de régler la procédure : requête des parties sur ce point recevable tous les 6mois, mais JI pas obligé.

**Procédure accompagnant la décision du juge de régler l'instruction :** Décision grave pour les parties, donc prévenues par le JI. (MP + parties privées, cad partie civile, mis en examen et TA). Un avis de fin d'information est rendu, et transmis aux avocats. Délai de 20jours à partir de l'avis pour ddr actes supplémentaires. Parties peuvent introduire une requête en annulation contre des actes qu'ils jugent irréguliers. Puis proc rend un réquisitoire définitif.

### **LES ORDONNANCES DE REGLEMENT**

**Art184CPP :** toute ordonnance de règlement doit préciser l'identification de la personne mise en examen+ qualif° des faits. Portée à la connaissance des intéressés

**Art 183CPP :** conseils également informés

#### **□ Les ordonnances de renvoi :**

**les conditions de renvoi :** art 176CPP, il faut des charges suffisantes pour renvoyer devant la J° de jugement, au préalable une mise en examen. Renvoi devant le T de police ou T correctionnel. On peut procéder à un renvoi partiel : art 182CPP (non lieu pour l'autre partie), ou renvoi devant Tpolice + Tcorrectionnel selon les faits. On peut prolonger l'instruction pour certains faits : les personnes entendues seront des TA.

**les conséquences du renvoi :**Le renvoi total clôt l'instruction (pas le renvoi partiel). Le magistrat instructeur est dessaisi des faits. Lsq l'ordonnance de renvoi est irrévocable, purge la procédure d'instruction de ses éventuels vices. En pcp, les parties privées ne peuvent pas interjeter appel de l'ordonnance de renvoi car ne leur fait pas grief (sauf s'il fallait une ordo de mise en accusation) L'ordo de renvoi met un terme aux mesures attentatoires à la liberté du mis en examen (art 179CPP). Toutefois, le JI peut maintenir la détention provisoire pendant 2 mois, jusqu'au jugement. L'ordonnance de renvoi est indicative de compétences, et pas attributive...

#### **□ L'ordonnance de mise en accusation :**

décision de renvoyer devant une cour d'assises. L'intéressé prend alors le nom d'accusé. Pendant longtemps, le JI ne pouvait pas renvoyer devant la Cour d'assises, seulement la chambre d'accusation après nouvelle instruction. L'ordo de mise en accusation peut faire l'objet d'un appel

**□ L'ordonnance de non lieu :**

**La décision de non lieu :** Possibilité de non lieux partiels. Les non lieux peuvent être motivés en fait (auteur de l'infraction inconnu) ou en droit (faits justificatifs, irresponsabilité pénale), ou pour des raisons de procédure (extinction de l'action publique)

**Les effets de la décision de non lieu :** publication de la décision. Pour le mis en examen, fin du CJ ou DP. Partie civile peut interjeter appel contre cette ordonnance. Cette décision n'a pas autorité de la chose jugée au civil.

**L'autorité de la décision de non lieu :** dessaisit le JI.

- **ordonnance motivée en droit :** Clôt l'instruction de façon définitive, pas de voie de recours possible en principe. Autorité de la chose jugée.

- **ordonnance motivée en fait :** instruction peut être ré ouverte. Art 188CPP permet ré ouverture de l'instruction qd charges nouvelles, à l'initiative du MP. La partie civile ne peut plus exercer l'action publique. Est une charge nouvelle toute charge apparue après le non lieu, de nature à changer la décision. La protection de l'art 188 ne vaut pas que pour le mis en examen, mais pour toute personne mise en cause pendant l'instruction (TA, personnes nommément visées). / Question de savoir si on peut faire une citation directe ? puisque aucun JI n'est saisi, est il possible de saisir une juridiction de jugement ? La jrspr y est hostile. La citation directe n'est possible que si la personne visée n'a pas été l'objet de l'instruction (arrêt des chambres réunies de 1961). Mais chambre criminelle oscille sur la notion de personne visée (large ou stricte)